

►► Les fragilités du Kurdistan irakien

La marche vers l'indépendance est-elle inéluctable ?

Le Kurdistan irakien arbore les institutions d'un État. Mais ses divisions politiques et ses faiblesses économiques minent ses prétentions à plus d'autonomie. Ses relations avec les acteurs de la région et au-delà ne semblent guère pouvoir concrétiser un appui à une marche vers l'indépendance qui demeure incertaine.

Le 2 avril 2017, Massoud Barzani, président du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), a réuni à Erbil les deux bureaux politiques du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Le lendemain, un communiqué commun était publié : « En cette année 2017, nous allons organiser un référendum sur l'indépendance du Kurdistan. » La même semaine, Barzani envoyait à Bagdad une délégation représentant les deux partis pour rencontrer le président irakien Fouad Massoum, le Premier ministre Haïder Al-Abadi et le président de l'Assemblée nationale Salim Al-Jabouri.

Une semaine plus tôt, le 28 mars 2017, le conseil provincial de Kirkouk avait approuvé à la majorité le placement du drapeau kurde sur les bâtiments gouvernementaux de la ville, grâce aux 25 voix des conseillers kurdes, les 16 conseillers arabes et turkmènes n'ayant pas participé au scrutin. Cela, en dépit des multiples menaces de Recep Tayyip Erdogan : « Que les propriétaires de ce drapeau sachent qu'ils font du séparatisme [...]. Je m'adresse au gouvernement régional du Kurdistan irakien : revenez sans attendre sur cette erreur. » ; ou « Abaissez ces drapeaux, poursuivez votre chemin avec le seul drapeau national irakien. Sinon, excusez-moi, mais vous serez contraints de faire marche arrière. » ; ou encore « En ce moment, nos relations se portent bien, ne brouillez pas ces relations. » Et pourtant, le drapeau kurde flotte toujours, non seulement sur Kirkouk, mais aussi sur l'ensemble des zones disputées entre Erbil et Bagdad. Sommes-nous à la veille de l'indépendance de ce que certains appelaient le « havre de paix » ?

►► Un quasi-État aux fragilités multiples

Il est vrai que le Kurdistan irakien est, depuis 1991, une région autonome dans un État fédéral, mais bénéficiant de tous les attributs d'un mini-État : un président, un gouvernement, un Parlement, une Cour de justice, une armée, des services de sécurité, un contrôle des frontières et quasiment l'ensemble des pouvoirs régaliens (judiciaire, militaire, fiscal et politique/décisionnel).

Force est pourtant de constater que cette entité en construction souffre de fragilités qui pourraient mettre en péril « le rêve fou de l'indépendance du Kurdistan ».

► **Des fragilités politiques et économiques**

Tout d'abord, la fragilité d'un système politique basé sur le pluralisme, mais soigneusement contrôlé par le PDK et l'UPK. Totalement fragmenté, ce système politique n'est plus guère en état de fonctionner. Le mandat du président Massoud Barzani est arrivé à terme le 20 août 2015, mais il a décidé de ne pas quitter la présidence du GRK, ce qui a été dénoncé par l'opposition comme un coup d'État. Le 12 octobre 2015, le président du Parlement kurde, Youssouf Mohammed, membre de la direction générale de Goran, a été expulsé d'Erbil par les forces de sécurité du PDK. Une semaine plus tard, le Premier ministre kurde lui-même, qui n'est autre que le neveu du président Barzani, a limogé cinq ministres de Goran de son gouvernement. De ce fait, l'unité politique du GRK n'existe plus : les principes régulateurs de la vie politique dans le nord du Kurdistan irakien ne sont plus ceux qui organisent la vie politique dans le sud, comme s'il s'agissait de deux pays différents, et comme si le Kurdistan irakien n'était plus une région de l'Irak... Tandis que, au nord, on peut observer une marche vers une sorte d'autoritarisme, sur le modèle de la nouvelle Turquie d'Erdogan, on voit au sud une marche vers plus d'ouverture, qui pourrait à terme déboucher, au mieux sur une démocratisation de la société, au pire sur une anarchie ravageuse à la libanaise.

La fragilité du GRK n'est pas seulement politique, elle est tout aussi économique. Sans infrastructures solides et à 94 % basé sur les revenus du pétrole, le système économique du GRK souffre de graves pathologies : la forte proportion de fonctionnaires au sein de la population (1,4 million de fonctionnaires pour une population de cinq millions d'habitants), la baisse du prix du baril de pétrole, l'engagement du GRK dans la guerre contre l'État islamique (EI) et les 60 % du budget consacrés aux forces armées kurdes depuis cet engagement, les 25 milliards de dollars de dette, le retrait massif des investisseurs étrangers, l'arrivée de deux millions de déplacés internes (arabes sunnites) et de réfugiés extérieurs (arabes et Kurdes de Syrie), la généralisation de la corruption : tous ces éléments révèlent un système économique totalement en panne.

► **Des forces armées fragmentées et faibles**

Au-delà de ces fragilités politiques et économiques, le GRK est également malade de la « milicisation » de ses forces armées. De 1991 à 2017, le PDK et l'UPK n'ont guère réussi à dépasser leurs fractures pour constituer une véritable « armée nationale ». Sur la totalité des forces peshmergas, 168 000 au mois de janvier 2017, seulement 43 000 sont sous contrôle du ministère des Peshmergas du GRK (soit 26,6 %), tandis que 70 000 se trouvent sous le commandement du PDK (41,7 %) et 55 000 sous le commandement de l'UPK (32,7 %). Autrement dit, à ce jour, 74,4 % des forces peshmergas n'ont pas de statut gouvernemental mais dépendent directement des deux formations politiques. Quant au service de sécurité intérieure (*Asaich*), 17 000 agents sont sous le contrôle du PDK et 15 000 sous le contrôle de l'UPK. De leur côté, les deux institutions

« antiterroristes » du PDK et de l'UPK disposent de 4 000 personnes formées par les États-Unis et la France¹.

Relativement forts pour maintenir la sécurité et la stabilité intérieures, mais faibles face à l'ennemi extérieur, les peshmergas, à deux moments cruciaux pour l'avenir du Kurdistan irakien, ont échoué à protéger leur pays face à deux ennemis extérieurs et non étatiques. Le premier de ces ennemis est Ansar Al-Islam. De 2001 à 2003, cette organisation a infligé plusieurs défaites aux peshmergas et contrôlé toute la région de Hawraman, au sud du Kurdistan irakien, fief historique de la gauche kurde, du Parti communiste à l'UPK, constituant une menace directe et pesante sur tout le GRK. C'est seulement en mars 2003, avec l'opération Viking Hammer, conduite par les forces spéciales de la 173^e division de l'armée américaine, que cette menace a pu être levée. Second moment de danger : celui de l'invasion du Kurdistan par l'EI, en août 2014. En seulement trois jours de combat, les djihadistes du calife Al-Bagdadî ont pris le contrôle d'un large territoire précédemment tenu par les peshmergas, avant d'arriver aux alentours de l'aéroport international d'Erbil. La population de la capitale kurde se préparait pour un énième exode mais, pour la deuxième fois, l'intervention de l'aviation américaine devait sauver le Kurdistan de la menace d'une organisation terroriste. Le GRK de Massoud Barzani avait pourtant consacré – et consacre encore – 60 % de son budget aux peshmergas.

►► Des relations internationales brouillées

► Un environnement immédiat méfiant

Les relations diplomatiques du GRK avec les pays de la région et les grandes puissances mondiales souffrent aussi de méfiances réciproques. Entre Erbil et Bagdad, il y a quatre dossiers chauds qui pourraient à tout moment déclencher une guerre : les zones disputées (par exemple la ville de Kirkouk), la vente des ressources naturelles, les forces armées du GRK et la part kurde du budget national (un milliard de dollars par mois). Avec l'Iran, une sorte de guerre froide s'est installée depuis plusieurs années : Massoud Barzani, qui devait se rendre à Téhéran au début du mois d'avril 2017, a finalement reporté sa visite à une date ultérieure, car le Guide suprême iranien n'était pas prêt à le recevoir. Avec la Turquie, le GRK a une bonne relation commerciale et diplomatique, mais Massoud Barzani est tout à fait conscient qu'Ankara ne pourrait pas être un allié stratégique. Le 2 août 2014, lorsque les djihadistes de l'EI attaquent Erbil, le GRK fait appel à Erdogan pour intervenir et l'aider à repousser les envahisseurs, mais la Turquie préfère l'inaction, voire le démantèlement du GRK par les djihadistes. Cette position a déçu l'élite dirigeante kurde, au point que la présidence du GRK parle de trahison de la Turquie. Avec les États arabes du Golfe, une relation diplomatique timidement apaisée débute. Cependant, le discours indépendantiste de Barzani est perçu comme une menace dans l'imaginaire des élites de ces États qui se considèrent comme les derniers défenseurs de la nation arabe.

1. L'ensemble des données de ce paragraphe sont le fruit d'une recherche de 27 ans sur l'échec du nationalisme kurde. Voir : A. Bakawan, « L'échec du nationalisme kurde : fragmentation, partisanisation, milicisation », *Confluences Méditerranée*, vol. 100, n° 1/2017, p. 89-100.

► **Le jeu de la Turquie et de l'Iran**

Certes, depuis 2011, le système régional traverse une crise majeure : implosion des États, terrorisme, interventions étrangères, émergence forte des acteurs non étatiques, décomposition et recomposition des frontières, etc. Cependant, les deux puissances régionales (Turquie et Iran), qui déterminent en grande partie l'existence et le positionnement politique du GRK dans le système moyen-oriental, ne sont non seulement pas affectées par cette crise, mais elles en sont au contraire renforcées. Ces deux pays disposent de moyens de pression pouvant mettre à genoux tout le système économique, politique et militaire du GRK. Si Ankara met fin à son partenariat économique avec Barzani, un mois plus tard le GRK ne sera plus en mesure de verser le salaire de ses fonctionnaires. Plus grave encore, la dépendance sécuritaire du sud du Kurdistan irakien vis-à-vis de l'Iran place l'ensemble du GRK devant la menace permanente d'une guerre civile qui pourrait ravager tous les acquis des 27 dernières années. Pour un Iran qui contrôle déjà trois capitales arabes (Bagdad, Beyrouth et Damas), la mise en éclat d'Erbil ne serait pas une tâche compliquée. Il est vrai que certains milieux arabes, portant des intérêts nationaux « arabes », soutiennent la fondation d'un État kurde qui pourrait devenir une muraille devant l'invasion irano-turque du monde arabe. Néanmoins, cette tendance est totalement marginalisée par celle qui perçoit encore aujourd'hui la construction d'un État kurde comme un cancer à traiter de manière urgente.

► **Un allié occidental incertain**

À l'échelle internationale, surtout occidentale, le GRK est considéré comme un partenaire essentiel dans la guerre contre l'EI. Ce partenariat se fait dans le cadre de l'État irakien. De Washington à Paris, aucune capitale occidentale n'adopte le discours indépendantiste du GRK. Or, en insistant sur l'organisation du référendum et la déclaration de l'indépendance du Kurdistan, il n'est pas sûr que le GRK incite les pays occidentaux à maintenir le partenariat, notamment après la destruction de l'EI.

A. B.

POUR EN SAVOIR PLUS

- P. Boulanger, *Géopolitique des Kurdes*, Paris, Ellipses Marketing, 2006.
- G. Chaliand et S. Mousset, *La Question kurde à l'heure de Daech*, Paris, Seuil, 2015.
- C. Kutschera, *Le Défi kurde ou Le rêve fou de l'indépendance*, Paris, Bayard, 1997.
- J. Tejel Gorgas, *La Question kurde : passé et présent*, Paris, L'Harmattan, 2014.